

## Le mot de l'éditeur #14

### Description

Le secteur des médias est en plein bouleversement. Le rachat de Twitter par Elon Musk confirme spectaculairement l'intérêt de géants de la technologie pour tout ce qui touche à la diffusion de l'information. En s'emparant d'une plateforme, qui apparaît comme un *metamédia*, le fantasque milliardaire change radicalement la donne car il contrôle désormais un outil comptant quelque 238 millions d'utilisateurs actifs quotidiens dans le monde et, surtout, offrant un canal aux médias, qu'ils soient écrits ou audiovisuels. De fait, son influence dans le champ politique est aujourd'hui plus importante que celle de n'importe quel propriétaire de journaux, de radios ou de télévisions. Elon Musk peut dicter l'agenda politique. Se revendiquant du libertarianisme – qui consiste à défendre la liberté maximale pour l'individu en réduisant le rôle de l'État au strict minimum –, il a déjà rétabli le compte de l'ancien président Donald Trump, pourtant accusé d'avoir fomenté un coup d'État pour essayer de rester à la Maison-Blanche après sa défaite face à Joe Biden lors de l'élection présidentielle de 2020. Il a appelé à voter pour le Parti républicain lors des récentes élections législatives (Chambre des représentants et Sénat) au nom d'un partage du pouvoir avec la Maison-Blanche.

Elon Musk n'a que le terme « liberté d'expression » à la bouche. Celle-ci sera-t-elle toujours aussi importante quand le propriétaire du constructeur automobile Tesla sera confronté à des demandes de certains régimes non démocratiques ? Un exemple : la Chine représente un quart du chiffre d'affaires de Tesla et abrite sa principale base industrielle, la Giga Shanghai. N'oublions pas l'importance de ce pays pour les matières premières indispensables aux batteries électriques. La critique de la Chine sera-t-elle permise demain sur Twitter ? Pourra-t-on encore défendre Hong Kong ou Taïwan ? Le Parti communiste chinois exercera une pression très forte à la moindre occasion et un capitaliste soucieux de la rentabilité de ses investissements n'y sera sans doute pas insensible. La plupart des Gafam ont cédé sans sourciller aux diktats de Pékin pour pouvoir travailler en Chine.

Par ailleurs, en se réfugiant derrière la fumeuse théorie libertarienne, Elon Musk est en train de dynamiter la crédibilité des médias dans les pays démocratiques. « N'importe qui peut dire n'importe quoi », tel est son slogan. Plutôt que de vouloir réguler Twitter, comme l'a proclamé le commissaire européen Thierry Breton, l'Union Européenne doit créer d'urgence les conditions favorisant le développement de solutions alternatives car la diffusion de l'information devient un enjeu vital pour les démocraties. En janvier 2023 au Brésil comme en janvier 2021 aux États-Unis, les extrémistes qui refusent les résultats des élections ont utilisé les réseaux sociaux pour se mobiliser. Face à la mauvaise volonté – ou au choix idéologique – des Gafam d'empêcher ces dérives, invoquer la régulation n'a plus de sens.

Comment contrôler les outils technologiques et s'assurer du bon fonctionnement des algorithmes alors qu'ils sont manipulables assez facilement ? L'Europe doit avoir ses propres plateformes avec des règles très claires pour garantir la liberté d'expression. Contrairement à ce qu'affirment les dirigeants politiques, elle n'est pas obligée d'être la vassale technologique des États-Unis. Des solutions existent pour bâtir des infrastructures numériques sur le Vieux Continent. Sans volonté politique pour favoriser une souveraineté, des extrémistes profiteront du laxisme européen pour lancer de grandes campagnes de désinformation et faire ainsi dérailler le processus démocratique en Europe. Le moment est donc

venu d'agir.

### **Categorie**

1. Éditos
2. Magazine

### **Tags**

1. BM14
2. William Emmanuel

### **date créée**

janvier 2023

### **Auteur**

gdelhortet